



Téléphone : 0596 70 57 17

www.cgt-martinique.fr

1^{er} mai ...

TOUTES ET TOUS

DANS LA RUE !!

Après la déroute du parti socialiste aux élections municipales, le nouveau gouvernement dirigé par Valls, a décidé de donner ce qu'il est convenu d'appeler, « *un coup de pouce aux plus défavorisés* », en baissant les cotisations sociales versées par les salariés les plus mal payés. Cela, en vue d'augmenter le Smic net de quelques dizaines d'euros, alors que ce serait de plusieurs centaines d'euros supplémentaires qu'il faudrait le faire!

Ce geste symbolique destiné à masquer de nouvelles attaques contre la population laborieuse à travers la recherche de la compétitivité et la réduction des budgets des services publics, ne pourra pas compenser les reculs qui nuisent à la vie de millions de familles, ni ramener la croissance, et encore moins arrêter les licenciements.

Pourtant, il a fait réagir le patronat, pour lequel payer un travailleur environ 1 200 euros par mois, c'est encore trop ! Car « *un salaire minimum trop élevé nuirait à l'emploi* » !

Le patronat veut que le gouvernement aille encore plus loin, en faisant sauter toutes les barrières légales susceptibles d'entraver sa soif de profits. A commencer par l'obligation de verser un salaire minimum, si bas soit-il. Il rêve d'avoir des salariés taillables et corvéables à merci, et contraints, par la misère ou par la loi, d'accepter un salaire équivalant à ceux que touchent les ouvriers des pays les plus pauvres.

Pour les patrons comme pour le gouvernement, la lutte contre le chômage sert de prétexte pour ôter aux travailleurs les dernières garanties qui leur restent contre la surexploitation. Alors que verser un salaire misérable, loin de créer un emploi de plus, ne fera que développer la pauvreté.

La seule lutte efficace contre le chômage et l'exploitation, serait de prendre dans les caisses du patronat qui, elles, ne cessent de se remplir, afin de créer des emplois là où ils seraient utiles à l'ensemble de la population, en payant correctement l'ensemble des travailleurs. Mais, cette solution ne viendra pas d'un gouvernement au service du grand patronat, ici comme ailleurs, il nous faudra l'imposer.

La journée internationale de lutte des travailleurs nous donne l'occasion de signifier à Hollande et à ce patronat, que nous ne sommes pas dupes, et que nous ne nous contenterons pas de ce symbole.

En participant massivement aux manifestations organisées ce jour, nous pourrions exprimer notre refus de cette politique de combat contre les travailleurs. Nous pourrions nous préparer à la nécessaire riposte. Car contre cette violence sociale, des solutions existent.

Refusons de tomber dans la misère, exigeons par la lutte collective :

- **La répartition du travail entre tous sans perte de salaire**
- **Le remplacement de tous ceux qui partent à la retraite**
- **L'interdiction des licenciements financiers**
- **Un revenu minimum net mensuel de 1700€**
- **L'augmentation des salaires, des pensions, des allocations et des minima sociaux, ainsi que leur indexation sur la hausse des prix**
- **Des moyens conséquents pour des services publics de qualité (Santé, Logement, Transports, Éducation, Communications, ...)**

Fort de France, le 10/04/2014